











Accord-cadre mixte (à marché subséquent et bons de commande) pour l'acquisition d'équipements audiovisuels

**Accord-cadre et Cahier des clauses communes
aux marchés subséquents et bons de
commandes**

SOMMAIRE

1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	1
2.	STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	3
3.	INTERVENANTS	4
4.	DÉLAIS D'EXÉCUTION	5
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	5
5.1.	Prix du contrat.....	5
5.2.	Variation des prix :	5
5.3.	Conditions de paiement.....	7
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	8
6.1.	Conditions de réalisation des prestations	8
6.2.	Vérification des prestations	9
6.3.	Développement durable	10
6.4.	Autres stipulations.....	11
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	11
7.1.	Obligations courantes du titulaire	11
7.2.	Obligations liées à la sécurité.....	14
8.	LITIGE ET SANCTIONS	14
8.1.	Pénalités	14
9.	Autres stipulations.....	16
10.	Lot 1 Marché subséquent : Fourniture, livraison, installation et mise en service d'équipement audiovisuel	17
10.1.	Modalité de conclusion des marchés subséquents	17
11.	Lot 2 Marché à bons de commandes - : Fourniture et livraison en matériel audiovisuel professionnel.....	19
11.1.	Emission et exécution des bons de commande	19
12.	FIN DU MARCHÉ	20
12.1.	Relation entre les parties	20
12.2.	Maintenance et mise en œuvre de la garantie	20
12.3.	Résiliations du marché & litiges	21

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Accord-cadre pour l'acquisition d'équipements audiovisuels
	Acheteur	Université Paris Est Créteil
	Type de contrat	Accord-cadre mixte à marchés subséquents et à bons de commande
	Structure	2 lots
	Lieu d'exécution	Les lieux d'exécution sont les sites de l'université Paris Est Créteil Val de Marne (départements 77, 93 et 94).
	Durée	4 ans maximum, soit 1 an reconductible 3 fois - Marché sans mise en concurrence ultérieure avec le même titulaire possible
	Développement durable	Clause sociale - Clause environnementale - Critère environnemental
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 1000$
	Variation des prix	Fermes
	Nature des prix	Prix unitaires

PARTIE 1. STIPULATIONS RELATIVES A L'ACCORD-CADRE

1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Accord-cadre mixte (à marché subséquent et bons de commande) pour l'acquisition d'équipements audiovisuels

Cet accord cadre ayant pour objet la fourniture d'équipements audiovisuels est scindé en deux lots, l'un pour la fourniture et livraison en matériel audiovisuel professionnel (marché subséquent) et l'autre Fourniture, livraison, installation et mise en service d'équipement audiovisuel (bon de commande)

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **L'ensemble des sites de l'Université Paris Est-Créteil et des partenaires du consortium..**

■ Exclusivité :

Le titulaire bénéficie de l'exclusivité pour couvrir les besoins de l'acheteur concernant les prestations objet du contrat.

■ Accord-cadre - pièces contractuelles :

L'accord-cadre est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles ;
- le présent contrat et ses annexes éventuelles ;
- les marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre ;
- le CCTP et ses annexes éventuelles ;
- les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

2. STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures** (fournitures informatiques) et peuvent inclure des services.

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées comme suit en **2 lots**.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est unitaire, il s'agit d'un accord cadre mixte **à marchés subséquents et bons de commande sans minimum et avec maximum** en application des articles R2162-2, R2162-4 2° et R2162-7 à R2162-10 du Code de la commande publique et d'un accord cadre à bons de commande.

Type	Objet
Consultation	Accord-cadre pour l'acquisition d'équipements audiovisuels - à marchés subséquents sans minimum et avec maximum : <i>Cet accord cadre pour la fourniture d'équipements audiovisuels est scindé en deux lots, l'un pour la fourniture et livraison en matériel audiovisuel professionnel et l'autre Fourniture, livraison, installation et mise en service d'équipement audiovisuel</i>
Lot 1	Fourniture, livraison, installation et mise en service d'équipement audiovisuel : <i>Les prestations visées au Bordereau des Prix Unitaires font l'objet de bons de commande notifiés au titulaire au fur et à mesure des besoins. Les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant dument habilité sont adressés au titulaire par courriel. Chaque bon de commande est adressé au Titulaire ou dans le cas des marchés subséquent, au titulaire à l'attributaire du marché subséquent. - montant maximum 1,500,000.00 € HT</i>
Lot 2	Fourniture, livraison, installation et mise en service d'équipement audiovisuel : <i>Les prestations visées au Bordereau des Prix Unitaires font l'objet de bons de commande notifiés au titulaire au fur et à mesure des besoins. Les bons de commande signés par le pouvoir adjudicateur ou son représentant dument habilité sont adressés au titulaire par courriel. Chaque bon de commande est adressé au Titulaire ou dans le cas des marchés subséquent, au titulaire à l'attributaire du marché subséquent. - montant maximum 500,000.00 € HT</i>

■ **Multi-attribution :**

Le lot 1 du contrat est multi-attributaire.

Des marchés subséquents seront attribués sur la base de l'accord-cadre et après mise en concurrence organisée entre les titulaires de l'accord-cadre.

L'accord-cadre sera conclu avec 2 attributaires maximum.

Le lot 2 est mono-attributaire.

■ **Durée de l'accord cadre**

L'accord cadre a une durée d'un **(1) an**.

Il est renouvelable 3 fois par tacite reconduction avec un maximum de quatre (4) ans au total

3. INTERVENANTS

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'acheteur **Université Paris Est Créteil**, représenté par Karine Bergès Présidente.

Adresse et coordonnées :

DSI - Direction des systèmes informatique

61, avenue du Général du Gaulle
Créteil
94100 Créteil Cedex
SIRET : 19941111700013
Site internet : <https://www.u-pec.fr/>

■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations. Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du contrat. En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

4. DÉLAIS D'EXÉCUTION

Le délai est fixé par l'acheteur dans les documents particuliers du marché subséquent ou du bons de commande.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les lots 1 et 2 ont des prix **unitaires**.

5.2. Variation des prix :

■ Lot 1

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

Formule de révision : $P(m) = P0 \times (I(m) / I0)$

P(m) : prix révisé applicable au mois m

P0 : prix initial (prix contractuel / BPU)

I0 : valeur de l'indice au mois de référence 0 (mois "base")

I(m) : valeur du même indice au mois m (mois de révision)

Code index	Libellé de l'index
SYNTEC	Indice Syntec révisé (prestations intellectuelles / coût de la main d'œuvre).

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'index pour le mois requis. En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé **pour chaque prestation**.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

■ Lot 2

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

Formule de révision : $P(m) = P0 \times (I(m) / I0)$

P(m) : prix révisé applicable au mois m

P0 : prix initial (prix contractuel / BPU)

I0 : valeur de l'indice au mois de référence 0 (mois "base")

I(m) : valeur du même indice au mois m (mois de révision)

Code index	Libellé de l'index
INSEE-IPP-26-27	Indice INSEE de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 26 et 27

Quand l'index n'est pas connu au moment du calcul, une révision provisoire s'applique sur la base de la dernière valeur connue de l'index. La révision définitive intervient au plus tard 3 mois après la date de publication de la valeur d'index pour le mois requis. En cas de disparition d'un index et si un index de substitution est publié, la variation des prix est calculée avec ce nouvel index en utilisant le coefficient de raccordement nécessaire. En cas d'absence d'index de substitution, les parties conviennent de le remplacer d'un commun accord dans le cadre d'une modification du contrat.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Le coefficient de révision est calculé **pour chaque prestation**.

Le calcul de la variation des prix est pris en charge par le titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de cette variation à l'acheteur. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la variation des prix, en faisant apparaître le prix de base, la valeur du coefficient de variation, les mois et valeurs d'index utilisées.

■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ Offres promotionnelles :

En cours d'exécution, les prix figurant au contrat peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre des offres de prix promotionnelles que le titulaire propose à l'ensemble de sa clientèle. Le titulaire s'engage à informer l'acheteur par tout moyen de ces offres promotionnelles, lui permettant de donner une date d'effet certaine et la durée de validité de la promotion.

En aucun cas les offres promotionnelles ne doivent entraîner une diminution de la qualité des produits ou des services associés par rapport aux conditions définies au contrat.

En-dehors des périodes de promotion, les prix applicables sont ceux définis au contrat. Les promotions peuvent également consister en une augmentation des quantités ou à une augmentation de la qualité du produit pour un prix identique.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.3. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du marché subséquent est supérieur à 50,000.00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 10% (option B du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire en une seule fois. Si le montant des sommes à régler est inférieur au montant de l'avance à rembourser, l'avance est remboursée de manière progressive.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de **réalisation** des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements partiels définitifs interviennent à l'issue de la réception des prestations.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Aménagement des locaux :

L'acheteur aménage à ses frais les locaux destinés à l'installation du matériel et, le cas échéant, après consultation du titulaire, pourvoit à leur maintenance et à leur approvisionnement en fluides.

L'acheteur informe le titulaire de la disponibilité des locaux. Cette information doit être faite au moins quinze jours avant la livraison du matériel.

Les aménagements doivent être terminés avant la date prévue pour la livraison.

■ Documentation :

Chaque livraison est accompagnée de la documentation technique nécessaire à la mise en fonction de la fourniture livrée, rédigée en langue française. La documentation est incluse dans le prix du contrat. Cette documentation détaille notamment : les prérequis techniques, la notice d'installation, les spécifications techniques, la documentation fonctionnelle, d'exploitation et de maintenance.

■ Emballage :

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Dans la mesure du possible, le titulaire veille à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables, à privilégier la livraison en vrac plutôt qu'en unité distincte.

Les emballages restent la propriété du titulaire qui prend en charge leur réutilisation ou recyclage.

■ Formation :

Le titulaire assure la formation du personnel chargé d'entretenir et d'utiliser le produit ou le matériel objet du présent contrat. Le titulaire met à disposition un formateur qualifié, au tarif journalier indiqué dans l'acte d'engagement.

■ Installation et mise en ordre de marche :

L'installation et la mise en ordre de marche du matériel et des logiciels sont réalisées par le titulaire.

Celui-ci dispose d'un mois à compter de la date contractuelle de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche.

Il remet un procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur et lui indique s'il est présent aux opérations de vérification.

■ Modalités de livraison :

Conformément à l'article 21.1 du CCAG, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des

marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

Chaque livraison s'accompagne d'un bon de livraison qui détaille notamment : la date d'expédition, la référence du contrat, l'identification du titulaire et des fournitures livrées.

■ **Transfert de propriété :**

La réception des prestations acquises par l'acheteur entraîne le transfert de leur propriété.

■ **Transport :**

Conformément à l'article 20.3 du CCAG TIC, le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

6.2. Vérification des prestations

■ **Niveau d'obligation prévu au contrat :**

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ **Opérations de vérification :**

Vérifications quantitatives

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par l'acheteur.

A l'issue des opérations de vérification quantitatives, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du contrat, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure, dans un délai qu'il prescrit :

- soit de reprendre l'excédent fourni ;
- soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

Vérifications qualitatives

a) Vérification d'aptitude

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées par le contrat.

Les opérations de vérification d'aptitude sont effectuées par l'acheteur dans le délai d'un mois suivant la notification par le titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur.

Un procès-verbal de vérification d'aptitude est établi par acheteur et contresigné par le titulaire.

Si l'acheteur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision d'ajournement ou de rejet, selon les modalités fixées à l'article 34 du CCAG TIC.

b) Vérification du service régulier

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues par le contrat.

La régularité du service s'observe pendant un mois, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2 % de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

L'acheteur dispose d'un délai maximal de sept jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'acheteur prend une décision d'admission des prestations.

L'admission peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée, pourvu qu'ils permettent l'utilisation dans des conditions jugées acceptables par l'acheteur.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, l'acheteur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire maximale d'un mois ;
- d'admission avec réfaction ;
- de rejet.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours mentionnés ci-dessus, le résultat de la vérification de service régulier est considéré comme positif et les prestations sont réputées admises.

■ **Personnes en charge des vérifications des prestations :**

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont désignées par chaque marché subséquent.

6.3. Développement durable

■ **Clause sociale :**

Le titulaire s'engage, pendant la durée du marché, à mettre en œuvre au moins une action d'alternance en lien avec les prestations du marché (préparation/logistique, installation, support, exploitation audiovisuelle), matérialisée par :

- soit l'accueil d'au moins d'un (1) ou plusieurs alternant(s) (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) pendant toute la durée de l'accord cadre ou du marché subséquent
- soit, à défaut et sur accord du pouvoir adjudicateur, l'accueil d'au moins d'un (1) ou plusieurs stagiaire(s) d'une durée minimale de (9) semaines, renouvelable autant de fois, pendant toute la durée de l'accord cadre ou du marché subséquent.

Le titulaire transmet une fois par an ou à l'année d'anniversaire du marché, une attestation sur l'honneur et une preuve documentaire : copie anonymisée du contrat d'alternance (ou convention de stage) mentionnant la période.

En cas d'impossibilité dûment justifiée, le titulaire propose dans les meilleurs délais, une mesure équivalente (nouvel alternant/stage long, action de formation), soumise à validation du pouvoir adjudicateur.

■ **Clause environnementale :**

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement, dans les spécifications techniques décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

■ **Statistiques relatives aux achats de biens recyclés :**

Conformément au Décret n°2024-134 du 21 février 2024 relatif à l'obligation d'acquisition par la commande publique de biens issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, le titulaire fournit à la date d'anniversaire du marché, les montants annuels commandés des produits issus du réemploi ou de la réutilisation ou intégrant des matières recyclées, au moyen du tableau figurant en annexe de l'acte d'engagement.

6.4. Autres stipulations

■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une **solution technique innovante** en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de **mesures transitoires de prévention et de sécurité**.

L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser.

Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués.

En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Devoir d'information et de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Conformément à l'article 3.9 du CCAG TIC, le titulaire est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde relative aux prestations fournies à l'acheteur. Le titulaire communique notamment à l'acheteur toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du contrat. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le contrat pour s'exonérer de sa responsabilité.

■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire

des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Prévention des risques de conflits d'intérêts et de corruption :**

Durant l'exécution du contrat le titulaire s'engage à maintenir son indépendance d'analyse et d'action afin d'éviter toute distorsion de concurrence, à éviter tout conflit pouvant exister entre ses intérêts, ceux de l'acheteur et ceux des autres opérateurs susceptibles d'être amenés à participer à l'exécution du contrat.

Le titulaire s'engage à avertir l'acheteur de toute situation susceptible d'aboutir à un conflit d'intérêts et lui soumet les dispositions qu'il propose de mettre en œuvre afin de faire disparaître cette situation. A ce titre, le titulaire s'engage à divulguer sur simple demande de l'acheteur les liens qui l'uniraient aux opérateurs économiques présentant leur candidature lors d'une autre consultation.

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages, de toute nature, causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Annexe AGECE (obligation de transmission)**

Le titulaire renseigne et transmet à l'acheteur l'« Annexe AGECE – tableau de suivi annuel » pour les fournitures relevant du présent lot/marché, en indiquant les montants HT livrés sur la période, en distinguant : (i) réemploi/réutilisation et (ii) matières recyclées.

Le tableau est remis chaque année à la date anniversaire de l'accord-cadre ou, si la durée du marché subséquent est inférieure à 1 an, au terme dudit marché subséquent.

En cas de non-remise à l'échéance, l'acheteur peut mettre en demeure le titulaire de transmettre lui document

■ **Sous-traitance :**

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

7.2. Obligations liées à la sécurité

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Pénalités

En cas de non-respect des prescriptions du contrat, le titulaire encourt les pénalités suivantes :

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalités pour retard (CCAG TIC 2021 – dérogations)	<p>En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat (bon de commande / marché subséquent), le titulaire encourt des pénalités pour retard calculées au moyen de la formule :</p> $P = V \times R / 1000$ <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité (en euros HT) V : valeur HT de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable R : nombre de jours calendaires de retard</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG TIC, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.</p> <p>Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du contrat (bon de commande / marché subséquent).</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.</p>
Pénalités pour retard de remise des livrables (CCAG TIC 2021 – dérogations)	<p>En cas de dépassement des délais contractuels de remise des livrables prévus au contrat (notamment DOE, plans, synoptiques, schémas de câblage, programmes/paramétrages, rapports d'essais, procès-verbaux de recette, documents d'exploitation), le titulaire encourt des pénalités pour retard calculées au moyen de la formule :</p> $P = V \times R / 1000$ <p>Avec :</p> <p>P : montant de la pénalité (en euros HT)</p> <p>V : valeur HT des prestations auxquelles se rattachent les livrables en retard, ou de l'ensemble des prestations si l'absence des livrables rend l'ensemble inutilisable ou empêche la réception</p>

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	<p>R : nombre de jours calendaires de retard</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG TIC, les pénalités sont applicables sans observations préalables du titulaire.</p> <p>Le montant total des pénalités au titre du présent article ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du contrat (bon de commande / marché subséquent).</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG TIC, ces pénalités s'appliquent dès le premier euro.</p>
<p>Pénalités pour manquement aux obligations de confidentialité et de protection des informations (CCAG TIC 2021 – dérogations)</p>	<p>En cas de manquement imputable au titulaire à ses obligations de confidentialité, de protection des informations, ou aux règles d'accès et de restitution des informations/données prévues au contrat (y compris dans le cadre d'actions de support, maintenance, ou interventions à distance lorsqu'elles sont autorisées), le pouvoir adjudicateur peut appliquer des pénalités forfaitaires comme suit :</p> <p>P = 500 € HT par manquement constaté ;</p> <p>P = 1 500 € HT par manquement constaté lorsque le manquement concerne des données à caractère personnel ou entraîne un incident nécessitant des actions de remédiation (analyse, restauration, reparamétrage, mesures correctives).</p> <p>Par dérogation aux dispositions du CCAG TIC relatives aux modalités de mise en œuvre des pénalités, ces pénalités sont applicables sans observations préalables du titulaire et dès le premier euro.</p> <p>Le montant total des pénalités au titre du présent article ne peut excéder 10% du montant total HT du contrat (bon de commande / marché subséquent).</p> <p>Ces pénalités sont appliquées sans préjudice de la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de demander la réparation des préjudices subis et, le cas échéant, de prononcer la résiliation aux torts du titulaire si la gravité le justifie.</p>
<p>Pénalités en cas de non-respect des engagements de maintenance (CCAG TIC 2021 – dérogations)</p>	<p>Lorsque le contrat prévoit des prestations de maintenance assorties d'engagements de service (notamment GTR), tout dépassement imputable au titulaire entraîne l'application des pénalités suivantes :</p> <p>Pénalité par incident Pour chaque incident ayant donné lieu à une demande d'intervention et pour lequel le délai de rétablissement (GTR) est dépassé, il est appliqué une pénalité forfaitaire de :</p> <p>P = 150 € HT par incident (salle de cours / salle de réunion) P = 300 € HT par incident (salle collaborative / hybride) P = 500 € HT par incident (amphithéâtre)</p> <p>Majoration en cas de dépassement prolongé (option simple) Lorsque le dépassement du GTR excède les délais prescrit dans le CCTP ou les bons de commande et marché subséquent, il est appliqué, en sus, une pénalité de :</p> <p>P = 50 € HT par jour calendaire supplémentaire et par incident, à compter</p>

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	<p>du 3e jour de dépassement.</p> <p>Par dérogation aux dispositions du CCAG TIC relatives aux modalités de mise en œuvre, ces pénalités sont applicables sans observations préalables du titulaire et dès le premier euro.</p> <p>Le montant total des pénalités au titre du présent article ne peut excéder 10% du montant HT dû au titre de la maintenance sur la période considérée</p>

9. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 54 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

PARTIE 2. STIPULATIONS PRORES AUX MARCHES SUBSÉQUENTS ET BONS DE COMMANDE

10. Lot 1 Marché subséquent : Fourniture, livraison, installation et mise en service d'équipement audiovisuel

L'acheteur fixe dans les documents particuliers l'objet spécifique à chaque marché subséquent.

10.1. Modalité de conclusion des marchés subséquents

■ Contenu du dossier de consultation remis lors des marchés subséquents

Lors de la survenance du besoin, l'UPEC transmettra aux titulaires de l'accord-cadre un dossier de consultation en vue de l'attribution d'un marché subséquent comprenant les éléments suivants :

- Une lettre de consultation propre au marché subséquent ;
- Un acte d'engagement propre au marché subséquent ;
- Tout autre document technique nécessaire à la compréhension du besoin

Le pouvoir adjudicateur s'engage à transmettre aux titulaires de l'accord-cadre, tout complément d'information que celui-ci jugera nécessaire à la compréhension du besoin et à l'émission de la proposition et ce, dans la mesure du possible. Dans cette hypothèse, les documents demandés seront transmis à l'ensemble des titulaires. Un délai raisonnable de réponse leur sera accordé.

■ Délai de remise des offres

La lettre de consultation fixera le délai, dans lequel l'offre devra être remise ainsi que la liste des documents à fournir constituant l'offre du titulaire de l'accord-cadre. Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à délivrer une proposition dans les délais prévus par la lettre de la consultation, délais qui pourront éventuellement être prolongés.

■ Documents à fournir par les titulaires pour chaque consultation en marchés subséquents

Il est précisé que le présent CCAP ne sera pas adressé à chaque consultation en vue de l'attribution d'un marché subséquent. Cette pièce est réputée connue par les titulaires de l'accord-cadre dans la mesure où elles lui ont été adressées lors de la notification de l'accord cadre.

Pour chaque marché subséquent, les titulaires de l'accord-cadre devront remettre :

- Un acte d'engagement, selon le modèle qui sera joint au dossier de consultation ;
- Un mémoire technique répondant à la prestation sollicitée
- Un devis sur la base des prix du BPU ;
- Tout autre document exigé dans la consultation propre au marché subséquent.

La liste ci-dessus, énumérant les documents à remettre au titre de l'offre, pourra être modifiée par la lettre de consultation de chaque marché subséquent en supprimant ou ajoutant des documents.

■ Critères d'attribution des marchés subséquents :

Les offres remises pour les marchés subséquents sont analysées, pondérées et classées en fonction des critères suivants :

- Critère : La valeur technique de l'offre ;
- Critère : Le prix des prestations ;

- Critère : Développement durable (environnement et social) ;

Pour chaque marché subséquent, la lettre de consultation affinera :

- Les critères et sous-critères éventuels et la pondération exacte applicable lors de la passation du marché subséquent concerné ;
- Si les variantes sont autorisées et dans quelles conditions ;
- Si les PSE sont autorisées et dans quelles conditions ;
- Tout autre élément jugé utile pour comparer les offres et pour l'exécution du marché subséquent.

L'addition de l'ensemble des critères doit aboutir à 100%.

■ **Délai de validité des offres établies pour les marchés subséquents**

Le délai de validité des offres sera établi dans chaque lettre de consultation et ne saurait être inférieur à 90 jours.

■ **Négociations pour les marchés subséquents**

Aucune négociation ne sera permise lors de la remise en concurrence relative à la passation de marchés subséquents.

■ **Encadrement des délais d'exécution des marchés subséquents**

La conclusion des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

La durée d'exécution d'un marché subséquent ne peut se prolonger au-delà de la date limite de validité fixée dans ce dernier.

Le délai maximal d'exécution des prestations (ou celui sur lequel le titulaire s'est engagé, s'il est plus court) sert de période de référence aux marchés subséquents.

Sauf précision contraire dans la lettre de consultation, le titulaire a la faculté de proposer un délai d'exécution plus court que celui de la période de référence.

■ **Commandes hors BPU :**

L'université se donne la possibilité de solliciter des commandes hors BPU.

Ces commandes sont justifiées par la complexité du projet et/ou du matériel

Ces équipements demandés pourront être hors du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) du lot 1. Dans ce cas, ils sont décrits de manière exhaustive dans l'offre (fonction, marque/modèle, compatibilités, exigences SSI, garanties) et chiffrés selon les modalités précisées au marché subséquent .

■ **Présentation des offres des marchés subséquents**

Les titulaires de l'accord-cadre s'engagent à répondre aux consultations lancées au titre des marchés subséquents. En cas d'impossibilité, ils doivent justifier l'absence de réponse dans un délai de 3 jours avant la date limite de remise de l'offre.

L'acheteur organise la présentation des offres des marchés subséquents en tenant compte d'éléments tels que la complexité des prestations attendues ou le temps nécessaire à la transmission des offres.

Ces offres sont proposées conformément aux caractéristiques fixées par l'accord-cadre et les documents de la consultation propres au marché subséquent. Elles sont transmises par tout moyen permettant de déterminer la date et l'heure de réception. Leur contenu doit rester confidentiel jusqu'à l'expiration du délai prévu pour le dépôt des offres.

Les parties ne peuvent pas apporter de modifications substantielles aux termes fixés dans l'accord-cadre lors de la passation des marchés subséquents.

Les titulaires présentent pour les marchés subséquents des offres de prix au moins aussi avantageuses que le prix de référence figurant dans leur offre qualificative de l'accord-cadre. Ils peuvent éventuellement motiver des différences de prix correspondant à des prestations propres à un marché subséquent. A défaut, il leur sera demandé de recalculer leur offre sur la base de leur prix de référence.

La monnaie de comptes de l'accord-cadre est l'euro. Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en français. Si la documentation est rédigée dans une autre langue, elle doit s'accompagner d'une traduction en français. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro fiscal.

11. Lot 2 Marché à bons de commandes - : Fourniture et livraison en matériel audiovisuel professionnel

11.1. Emission et exécution des bons de commande

■ Délais d'exécution

Le Titulaire a l'obligation de réaliser les livraisons du matériel conformément délai indiqué dans son devis. A défaut de réaliser la livraison dans ce délai, le Titulaire encourt des pénalités visées dans le présent document.

■ Emission des bons de commande

L'intervention du Titulaire fera nécessairement l'objet d'un bon de commande préalablement émis par le pouvoir adjudicateur, au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commande seront transmis en un exemplaire original au Titulaire de l'accord-cadre par courriel ou par courrier.

Le bon de commande devra comporter les renseignements suivants :

- la référence de l'accord-cadre ;
- la date de commande ;
- le nom du Titulaire ;
- la nature, description et étendue du matériel à livrer ;
- le lieu de livraison du matériel ;
- la date prévisionnelle de livraison du matériel ;
- le délai prévisionnel de livraison du matériel ;
- le prix HT et TTC établi au bordereau de prix, le cas échéant la révision de prix ;
- la signature du représentant du pouvoir adjudicateur ;

Le délai de livraison du matériel sera fixé conformément au délai de livraison indiqué dans l'offre du titulaire ou à tout le monde, ceux prévu par la présente consultation.

■ Exécution des bons de commande

Des bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de la durée de validité de l'accord-cadre et leur exécution peut se prolonger au-delà de cette date dans des conditions qui ne méconnaissent pas l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques. Par dérogation à l'article R.2162-5 du Code de la commande publique, l'exécution des bons de commande du présent marché pourra se prolonger trois mois maximums au-delà de la durée de validité.

Le Titulaire dispose, à peine de forclusion, d'un délai de 15 jours calendaire à compter de la réception d'un bon de commande pour formuler ses réserves.

Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

■ Type de Prix

Le présent accord-cadre est réglé à prix unitaires.

Les stipulations applicables concernant le contenu des prix sont celles de l'article 10 du CCAG-TIC et comprennent notamment :

- Les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ;

- Les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison ;
- Les frais afférents à l'application de l'article 10.1.3 du CCAG-TIC ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour les risques et les marges bénéficiaires ;

12. FIN DU MARCHÉ

12.1. Relation entre les parties

■ Destruction des données :

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG TIC, à la fin du contrat le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit dans un délai de 3 mois les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information. Cette destruction fait l'objet d'un procès-verbal transmis à l'acheteur.

■ Utilisation des résultats :

Conformément à l'article 46.2.1 du CCAG TIC, le titulaire cède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre non exclusif. Les autres dispositions du chapitre 7 du CCAG TIC en matière de propriété intellectuelle s'appliquent.

■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

12.2. Maintenance et mise en œuvre de la garantie

■ Maintenance :

La maintenance est prévue et comprend les interventions demandées par l'acheteur, en cas de fonctionnement défectueux de l'un quelconque des éléments faisant l'objet du contrat, ainsi que l'entretien préventif.

La maintenance porte également sur les modifications apportées aux matériels livrés sur l'initiative du titulaire. L'acheteur est préalablement avisé de ces modifications. Il peut s'y opposer.

L'étendue de ces maintenances sont précisés dans le cahier des charges techniques particulières (CCPT)

■ Garantie :

Régime de la garantie :

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de

remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Régime de la garantie du matériel :

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sans préjudice du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Il peut en demander le règlement, s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Des précisions supplémentaires sur la mise en œuvre de la garantie sont apportées dans le cahier des charges techniques particulières

12.3. Résiliations du marché & litiges

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire puisqu'aucun engagement de montant n'est prévu.

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 50.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Résiliation de l'accord-cadre :

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire en cas d'inexactitude des renseignements demandés lors de la consultation.

L'acheteur se réserve la possibilité de résilier sans indemnités l'accord-cadre à l'égard d'un titulaire, au cas où celui-ci aurait manqué à ses obligations de manière répétée en matière d'offres pour les marchés subséquents, ou en cas d'exécution défailante des marchés subséquents ou de l'accord cadre.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

43, rue du Général de Gaulle
Case postale n° 8630
77008 Melun Cedex
Téléphone : 01 60 56 66 30
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Télécopie : 01 60 56 66 10

Site internet : <http://www.telerecours.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

Liste des dérogations au CCAG Techniques de l'information et de la communication :

La rubrique *Représentation des parties* de l'article 2.2 du contrat déroge à l'article 3.4 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 36.1 du CCAG



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Légifrance)

[CCAG Techniques de l'information et de la communication \(TIC\) du 30 mars 2021](#)